

DECLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 04 FEVRIER 2016

Monsieur le Président,

Ce comité technique local fait suite d'une part à une longue interruption du dialogue social tant au niveau national qu'au niveau local, et d'autre part à un mouvement de grève de la fonction publique dans lequel les personnels de la DGFIP ont pris toute leur part : plus d'un agent sur 4 étaient en grève !

Ce taux, très supérieur à la moyenne de la Fonction Publique d'État, atteste d'un malaise tout particulier à la DGFIP, malaise que plus de 35 % des agents de notre département ont manifesté.

Pour **F.O.-DGFIP**, il n'est plus concevable de continuer des discussions totalement stériles dont l'issue aboutit à la parution de notes de services reprenant, sans aucun changement ou alors très marginaux, le contenu des documents de travail initiaux.

Nous refusons, de nous laisser enfermer dans un exercice consistant à répercuter l'information donnée dans les groupes de travail et à convaincre les agents, qu'au nom de la réalité économique, *il n'existerait pas d'autre solution*.

Pour **F.O.-DGFIP**, c'est une question d'honnêteté à l'égard des personnels qui nous font confiance. Une organisation syndicale respectueuse de ses mandats ne saurait se contenter, d'un rôle de « chargé de communication » de la Direction Générale.

Il est urgent, Monsieur le Président, que vous et vos homologues preniez enfin vos responsabilités en défendant les moyens humains et budgétaires nécessaires au bon exercice des missions qui vous incombent. Vous qui êtes au contact du terrain, vous pouvez voir le gouffre qui sépare les décisions parisiennes de la réalité vécue par les agents au quotidien.

Car après avoir supprimé des milliers d'emplois à un rythme annuel correspondant aux effectifs d'un gros département, comme la Gironde, la Direction Générale continue sur sa lancée suicidaire en 2016.

Pourquoi au nom d'une exemplarité sans limite, la DGFIP supporterait cette année encore 54% des suppressions d'emplois alors qu'elle ne représente que 6% des effectifs de la Fonction Publique d'État. Comment survivre à un tel sabotage ?

Sur le terrain, les missions sont exercées à flux tendu, certains collègues craquent, les personnels sont au bord de la rupture, épuisés, vulnérables, *"pressés comme des citrons"* depuis des années.

Mais les personnels attendent bien plus que des mots !

- Ils veulent que leurs missions soient sanctuarisées (et non pas dégradées sans cesse).
- Ils veulent que leurs emplois soient protégés (et non pas sacrifiés sur l'autel de l'austérité).
- Ils veulent que leurs rémunérations augmentent de manière significative (et pas de PPCR !).
- Ils veulent que leurs carrières soient accélérées, reconnues à travers des promotions.
- Ils veulent que leur travail soit propice à l'épanouissement.